

Document

Déficits et récession historiques en 2009 (05.03)

Reuters – 04.03.

Confronté à la pire récession depuis l'après-guerre, le gouvernement a présenté mercredi un nouveau collectif budgétaire qui affiche un déficit record de 103,8 milliards d'euros pour le budget de l'Etat.

Il prend acte de la nette dégradation des comptes et de la dette publics de la France en prévoyant des déficits publics de 5,6% du produit intérieur brut à la fin 2009 et de 5,2% à la fin 2010, selon le projet de texte obtenu de source parlementaire.

La dette publique s'établirait quant à elle à 73,9% du PIB à la fin de cette année et à 77,5% à fin 2010.

Ce collectif budgétaire, le quatrième depuis cet automne, intègre les mesures annoncées lors du sommet social du 18 février et de nouvelles hypothèses de croissance, d'inflation et d'emploi .

Le gouvernement s'attend désormais à une contraction du produit intérieur brut de 1,5% cette année contre +0,2% à +0,5% précédemment. La croissance atteindrait 1,0% en 2010 .

L'inflation devrait quant à elle ressortir à +0,4% en moyenne sur l'année et à +1,4% en 2010. Le gouvernement s'attend par ailleurs à 350.000 destructions d'emploi cette année dans le secteur marchand et à 20.000 suppressions supplémentaires en 2010 .

Alors que la France est sous le coup d'une procédure pour déficit excessif lancée par la Commission européenne, le cadrage des finances publiques est désormais plus en phase avec celui de l'exécutif européen.

La Commission européenne a dit s'attendre à une contraction du PIB de 1,8% cette année et de 0,4% en 2010, le déficit public atteignant 5,4% du PIB en 2009 et 5,0% l'année suivante .

DETTE PUBLIQUE PROCHE DE 80% DU PIB EN 2012

La France transmettra la programmation actualisée de ses finances publiques à la Commission européenne à l'occasion de l'Eurogroupe et de l'Ecofin des 9 et 10 mars.

Le Premier ministre François Fillon a dit mardi souhaiter "concevoir une trajectoire des finances publiques qui nous ramène à un déficit en dessous de 3% en 2012" en excluant toute relance "émotionnelle" par la consommation et en poursuivant la cure d'austérité de l'Etat.

Le déficit public reviendrait à 4,0% du PIB en 2011 et à 2,9% en 2012 ; la dette publique s'établissant quant à elle à 78,3% et 78,1% du PIB en 2011 et 2012 respectivement, selon le projet de texte.

"La France, comme l'Allemagne, sont déterminées à faire en 2009 comme en 2010 de la dépense publique, sans pour autant remettre en cause notre objectif de moyen terme de restaurer les finances publiques de nos pays respectifs", avait pour sa part déclaré mardi la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

De nombreux économistes estiment qu'un nouveau plan de relance sera nécessaire pour faire face à une crise d'une ampleur inédite.

Certains d'entre eux jugent les nouvelles prévisions du gouvernement réalistes mais d'autres redoutent une récession plus marquée avec une baisse du PIB de 2,0% à 2,5% et un creusement des déficits publics pouvant aller jusqu'à 6,0% du PIB cette année et au-delà en 2010.